

ILLUSIONS ALLEMANDES

Par Valentin Chantereau



Pour ficeler son gouvernement, le nouveau chancelier allemand, Olaf Scholz, a formé une alliance bancaire qui donne le beau rôle aux écolos. Pas sûr que leurs exigences progressistes en matière d'immigration et d'économie soient les meilleures réponses à apporter aux problèmes auxquels le « moteur de l'Europe » et ses voisins sont confrontés.

Le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz entouré des membres de son gouvernement, Berlin, 8 décembre 2021.

C'est un long document¹ pas toujours passionnant (loin de là), mais il vaut le détour. On se demandait comment trois partis (les sociaux-démocrates, les libéraux et les Verts) qui ont croisé le fer pendant toute la campagne électorale pourraient se retrouver au sein d'un

gouvernement commun ; nous avons ici un début de réponse sous la forme d'une alliance bancaire entre des lignes politiques foncièrement éloignées. Il s'agit d'ailleurs de la première coalition à trois partis depuis l'instauration de la loi fondamentale en 1949. Le fameux « compromis allemand », ne manqueront pas de relever certains. Mais aussi la promesse quasi certaine d'un

grand fouillis politique. Le tout mené par le nouveau chancelier Olaf Scholz – surnommé « Scholzomat » par ses détracteurs en raison de son phrasé lent et monotone, qui rappelle quelque peu celui d'un automate. L'ancien maire de Hambourg, devenu ministre par la suite (il fut d'ailleurs ministre des Finances d'Angela Merkel jusqu'au jour même de son investiture comme chancelier), possède une solide expérience politique. Il faut lui reconnaître une certaine ténacité, lui qui est peu coutumier des déclarations à l'emporte-pièce. Mais le système électoral allemand étant ce qu'il est (c'est-à-dire un cocktail complexe de scrutin majoritaire uninominal et proportionnel par compensation – à vos souhaits), le SPD (Parti social-démocrate) était dans l'impossibilité de remporter seul les élections législatives (tout comme Merkel lors de ses quatre mandats, soit dit en passant). Il ne pouvait même pas y prétendre avec un seul allié. Le voilà obligé de courtiser les Verts et les libéraux pour monter un grand pot-pourri de mesures censées contenter tout le monde. Vaste entreprise !

Merkel, l'histoire sans fin

Cet accouchement dans la douleur a eu pour première conséquence de faire faire des heures sup' à Angela Merkel. Depuis le temps qu'on nous annonçait sa sortie, l'événement s'est fait attendre. « Mutti » a enfin passé la main à Scholz le 8 décembre dernier, jour de son élection au Bundestag, après une tournée d'adieux incluant un dîner aux chandelles avec Emmanuel Macron au château du Clos de Vougeot. « *Je voulais te remercier de m'avoir tant appris et d'avoir accepté ce jeune président impétueux qui voulait tout bouculer* », lui dira le président français en lui remettant les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur. L'épisode aurait pu s'appeler « Nuits de passions en Bourgogne », les deux tourtereaux descendant les rues de Beaune au son des « Vive Merkel ! » de la foule.

La popularité dont jouit d'ailleurs Merkel en France et dans d'autres pays européens est difficile à expliquer. La chancelière a passé seize années au pouvoir, mais n'a en réalité pas fait grand-chose de positif, ni pour l'Allemagne, ni pour ses voisins – à part profiter des réformes majeures de Gerhard Schröder entreprises juste avant elle. Le reste n'est que succession de décisions hasardeuses : rigidité irréfléchie lors de la crise financière, sortie du nucléaire (avec comme conséquence directe un recours massif au charbon, très polluant), politique étrangère quasi inexistante, ouverture migratoire catastrophique, etc. ; sans parler de son attitude ambiguë lors des négociations du Brexit, donnant beaucoup de fil à retordre à Michel Barnier. Mais revenons à notre accord de coalition.

À hue et à dia

Soyons honnêtes, tout n'est pas à jeter dans ce long document. Les mesures de transition numérique

notamment (très détaillées), les dispositions relatives à la politique agricole ou à la recherche sont plutôt intéressantes. Mais ce qui frappe assez rapidement, ce sont les mesures destinées à satisfaire les Verts et les libéraux pour justifier leur présence au gouvernement (certes un classique des coalitions, mais en version bêta) : regroupement familial facilité, acquisition accélérée de la nationalité, assouplissement des règles budgétaires (pourtant une doxa outre-Rhin), légalisation du cannabis, abaissement de la majorité électorale, suppression de l'interdiction de la publicité pour l'IVG, poursuite de l'ouverture migratoire, etc. On est bien loin du SPD de Schröder.

Pourtant, Christian Lindner, chef du parti libéral (FDP – un acronyme qui fait jaser de notre côté du Rhin), y voit un « *gouvernement du centre* », tandis que *Le Monde* y admire de « *subtils équilibres* ». Le curseur est décidément placé bien curieusement. Le programme est intitulé « *Oser plus de progrès* » (« *Mehr Fortschritt wagen* »), mais on n'est pas très loin du « *Oser plus de progressisme* ».

Par ailleurs, on note une certaine faiblesse des mesures sur la sécurité ou la politique étrangère, même si l'accord évoque – et il faut le souligner – une « *Europe souveraine* » (une couleuvre qu'auront fini par avaler les Verts), ce qui est déjà une avancée par rapport à l'ère Merkel.

Quant au programme énergétique et climatique, il paraît tout simplement impossible à réaliser vu la situation actuelle de l'Allemagne : l'accord table sur 80 % de l'électricité produite par les énergies renouvelables d'ici à huit ans, et sur la fin totale du nucléaire et du charbon dans les mêmes délais, alors même que 40 % de l'énergie allemande provient actuellement du charbon. Même en améliorant l'approvisionnement en gaz avec Nord Stream 2 et les usines de production, il s'agit d'une de ces chimères dont les Verts ont le secret.

Qui fait quoi ?

Côté maroquins, la répartition vise à satisfaire tout le monde dans ce trio de partis (pour les attentes du pays, c'est moins sûr). Seize ministres – huit femmes, huit hommes. Les deux grands ministères régaliens que sont la Défense et l'Intérieur sont confiés au SPD, qui évite ainsi de pousser le bouchon trop loin. Car les Verts décrochent néanmoins les Affaires étrangères, dont les rênes sont confiées à la candidate malheureuse à l'élection et coprésidente du parti, Annalena Baerbock. Et bien entendu, ils occuperont le ministère de l'Environnement. Le FDP repart lui avec, entre autres, les Finances. •

1. <https://www.wiwo.de/downloads/27830022/8/koalitionsvertrag-2021-2025.pdf>